

LES CAHIERS DE L'IRW



CHILI 1970-1973

IRW
CGSP

CAHIER II
EXIL VERS LA BELGIQUE - TÉMOIGNAGES

IRW CGSP

Cette publication est réalisée sous la responsabilité de l'Interrégionale wallonne de la Centrale générale des services publics (IRW-CGSP).

Dans un souci de lisibilité du texte, les termes sont toujours exprimés au masculin. Il faut donc systématiquement comprendre ces mots comme visant tous les genres.

Les différents textes publiés n'engagent que leurs auteurs et n'expriment pas forcément l'opinion de l'IRW-CGSP.

L'IRW-CGSP remercie particulièrement Monica Cantillana-Poblete pour la mise à disposition des affiches du fonds d'archives mis sur pied par Sergio Poblete.



CHILI
70 * 73

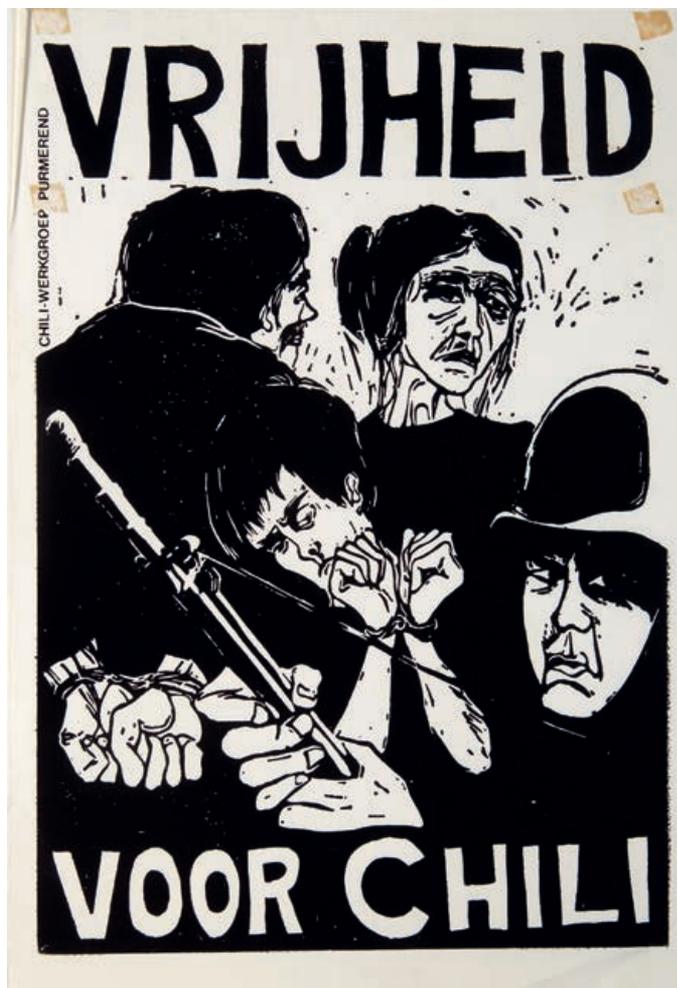
SOMMAIRE

LES CAHIERS DE L'IRW

CHILI 1970 – 1973

CAHIER II – EXIL VERS LA BELGIQUE – TÉMOIGNAGES

- 4 / Introduction – L'exil est une violation des droits humains - *Pierre Vermeire*
- 6 / Une vie sur la pointe des pieds - *Carmen Simon*
- 12 / La solidarité est la tendresse des peuples - *Herminia Rodriguez*
- 16 / La démocratie, c'est aussi le droit d'informer - *Eduardo Fuentes Paredes*
- 18 / Enfants de l'exil et du bannissement... - *Carmen Simon, Elsa Simon et Gaston Simon*
- 22 / Opération Condor : quand les États-Unis cherchaient à déstabiliser l'Amérique latine - *Xavier Dupret*
- 30 / Pistes pour approfondir



INTRODUCTION

L'EXIL EST UNE VIOLATION DES DROITS HUMAINS



Ni pardon, ni oubli, seulement la justice mais toute la justice ! L'aspiration la plus profonde des exilés et des enfants de l'exil qui a suivi le coup d'État au Chili en 1973 tient toute entière dans ces quelques mots. 50 ans après ces faits tragiques, aucune reconnaissance officielle de l'État chilien, pourtant revenu à un régime démocratique depuis 1990, n'a été promulguée. Si des Commissions « Vérité et Justice » ont pu lever quelques voiles sur la dictature de Pinochet, jamais il ne fut question de reconnaître aux exilés le moindre statut de victime, ni de leur accorder quelque droit que ce soit. Les préjudices subis, physiques, psychiques, matériels ne sont pourtant rien moins que des violations des droits de l'Homme et à ce titre doivent être reconnus par l'ensemble des Nations. C'est à ce seul prix que pourraient se faire à la fois le travail de deuil pour toutes les victimes et le travail de mémoire non seulement pour tous les Chiliens à qui une « amnésie collective » a été imposée mais pour tous les citoyens du monde pour qui prévalent l'État de droit et le respect des droits humains.

Plus d'un million de personnes, 10 % de la population chilienne de l'époque, ont été poussées à l'exil, interdites de retour, et dispersées dans 45 pays différents, constituant ainsi une véritable diaspora ! Si la France a donné asile à

près de 15 000 réfugiés entre 1973 et 1978, la Belgique a permis à 1100 Chiliens de fuir la terreur.

Depuis lors, la diaspora chilienne n'a eu de cesse de se mobiliser à la fois pour la pleine reconnaissance des *Chiliens de l'extérieur* par l'État d'origine mais aussi en faveur du respect des Droits de l'Homme au Chili et de l'indispensable travail de mémoire historique aujourd'hui encore occulté par le secret et le déni de justice.

Pour en témoigner, la force des récits réunis ici est poignante mais très exemplative de ce qu'ont enduré et subissent encore les exilés chiliens. Ce qui est remarquable dans ces textes tient dans le fait que c'est toute une famille qui s'exprime. Des parents déracinés de leur terre de naissance, des enfants arrachés à leur insouciance, tous meurtris par les deuils, l'injustice et la culpabilité, mauvaise compagne des survivants. Carmen Simon Rodriguez avait 9 ans au moment du coup d'État, ses frère et sœur, Elsa et Gaston en avaient 5 et 12. Leur mère, Herminia Rodriguez est pédiatre et a été très active dans la mise en place des politiques de santé publique du gouvernement de Salvador Allende. Son mari, Gaston Simon Rahal était également médecin et militant de l'Unité populaire, le mouvement qui a porté Salvador Allende au pouvoir en 1970. Torturé par les soldats factieux, il est aujourd'hui décédé. Herminia, que ses amis surnomment « Mimi », vit aujourd'hui avec Eduardo Fuentes Paredes qui fut opérateur et formateur-camera à l'épaule dans l'équipe du Président Allende.

Le témoignage de Carmen Simon est le fil rouge de ce recueil car il traverse tous les récits, bouleversant d'une vie sur la pointe des pieds le temps et l'espace des horizons détruits du passé et en devenir du présent. L'exil, le bannissement sont des traumatismes aussi douloureux que la torture ; des fractures de vie sur lesquelles chaque instant est consacré à faire éclore à nouveau les germes de l'espoir malgré la question récurrente de n'être ni d'ici ni d'ailleurs...

Une vie en transit où l'on se raccroche à une identité en lambeaux comme à une bouée dans le tumulte. La communauté chilienne de l'exil aurait pu choisir de vivre dans l'entre-soi,



marquer de ses références culturelles et linguistiques ses préférences dans le pays d'accueil. Mais elle a su s'ouvrir à la solidarité qui s'organisait. Cette solidarité qui est « la tendresse des peuples » selon la belle formule de Tomás Borge, la figure historique du Front sandiniste de libération nationale au Nicaragua. C'est dans des lieux comme la Maison de l'Amérique latine, que la communauté se retrouve et que se perpétue une mémoire collective que le Chili lui-même refoule de toutes les manières. Une véritable résistance à l'oubli et à la peur qui a poursuivi longtemps les réfugiés politiques chiliens qui, interdits de retour au pays, se sont retrouvés sur des listes noires et possiblement poursuivis par la DINA, la police politique du régime de Pinochet, et assassinés comme l'ex-ministre Orlando Letelier à Washington en 1976. L'ombre du Condor a plané sur eux aussi dans toute l'Europe comme le prouvent les documents publiés ici par la famille Simon et l'article de l'économiste Xavier Dupret sur les crimes de l'Opération Condor.

Le 21 juillet 2023, le président en exercice du Chili, Gabriel Boric, en visite officielle à Paris, a présenté ses excuses au

nom de l'État aux réfugiés chiliens en France. Ce premier et tout petit pas ressemble déjà à un bond de géant ! Car c'est dans un contexte social marqué par l'absence de toute « Vérité et justice », comme l'exigent sans relâche depuis 1973 les membres de l'AFDD (Association des membres des familles de détenus-disparus), que se construit la mémoire sociale chilienne. Sans jamais baisser les bras, tout au long de ces cinquante années où ils se sont vus vieillir, les réfugiés et leurs proches ont entretenu la flamme de la mémoire d'où a jailli, si proche, si tangible, l'espoir des jours meilleurs.

Les témoignages de Carmen et de sa famille sont un fanal dans une nuit d'oubli. Nous y puiserons la force de leur courage, la beauté restée intacte de leurs convictions et la sage conscience de participer, au regard des terribles réalités qu'endurent les citoyens du Chili aujourd'hui, à la lutte contre les inégalités et à l'incessante amélioration des pratiques démocratiques partout dans le monde.

Pierre VERMEIRE,

secrétaire de rédaction du journal Tribune de l'IRW-CGSP



Une vie sur la pointe des pieds

UNE VIE SUR LA POINTE DES PIEDS



Carmen Simon est psychologue et militante. Elle habite Bruxelles et a 59 ans. Elle avait donc 9 ans lors des événements de 1973. L'expérience de l'exil vue au travers des yeux d'un enfant. Les traumatismes d'une réfugiée et l'accueil qui les soulage. Elle décrit la fierté d'avoir des parents engagés et l'espoir d'un monde meilleur qui, jusqu'à aujourd'hui, fait le sens de tous ses combats.

Je suis une Fille de l'exil. Mes parents se sont exilés du Chili en 1973, suite au coup d'État de Pinochet contre le Président Allende. Ils sont devenus réfugiés politiques. J'arrive en Belgique en décembre 1973. J'ai presque 10 ans ! Ce sont des souvenirs et un témoignage personnel et subjectif. Mon regard est aussi celui d'une militante et psychologue, sensible aux répercussions psychosociales de l'exil.

Comment as-tu ressenti l'engagement de tes parents pendant le gouvernement de l'Unité populaire du Président Salvador Allende ?

Je ressens encore aujourd'hui beaucoup de fierté et d'émotions fortes lorsque je pense à mes parents, des acteurs et militants engagés dans l'Unité populaire. Je pense qu'ils ont vécu un moment historique de conquête démocratique pour mettre en œuvre un projet de gauche de transformations sociales et politiques en faveur des classes défavorisées et populaires. Mais aussi une terrible défaite politique.

Je me souviens des réunions et des rencontres organisées à la maison avec les camarades des comités politiques ou ceux qui venaient voir l'expérience d'Allende. Je me souviens des musiques de Quilapayún ou la voix de Victor Jara qui résonnaient dans les pièces de ma maison. Je me souviens que ma mère nous emmenait aux manifestations en soutien à Allende, notamment lorsque Fidel Castro est venu à Santiago, je me souviens des cris, chants et danses des adultes autour de moi qui scandaient « *El que no salta es momio* » (celui qui ne saute pas est une momie de droite). Je me souviens de l'engagement de mes parents comme médecins auprès des populations. Dont celui de ma mère qui, pédiatre, menait avec d'autres, dans les quartiers populaires, des actions de santé publique¹.

Je me souviens d'avoir ressenti un engouement social et un espoir des classes populaires, bénéficiaires et actrices des transformations en cours : la nationalisation des mines

du cuivre, les réformes agraires pour donner aux paysans la terre pour cultiver... ou les réformes pour améliorer les conditions sociales et économiques du peuple chilien. Je me souviens de la joie collective et de l'espoir que ressentait le peuple de gauche. Ma mère, que je remercie pour l'héritage qu'elle me laisse, me racontait encore tout récemment comment le Gouvernement chilien avait promu l'organisation des « *Comunas* » regroupant des habitants, des représentants associatifs sociaux et politiques de chaque quartier pour récolter les besoins et demandes sociales (eau, électricité, actions culturelles, ...) et plus tard, lors des pénuries alimentaires, la création des JAP² (comités de rationnement et de contrôle des prix) organisant la distribution des aliments par quartiers.

Quels souvenirs as-tu du 11 septembre 1973 à Santiago et des semaines suivantes que tu as vécues au Chili ?

Ce qui me vient à l'esprit en premier lieu, c'est le regard angoissé et la terreur que je percevais sur les visages des adultes, dont celui de mes parents, présents ce jour-là à la maison. Nous avons écouté ensemble le dernier discours d'Allende faisant suite au communiqué de presse des militaires. Nous sommes et nous nous sentons définitivement ses héritiers : *Camarada Presidente Allende. Presente ahora y siempre. Ni olvido ni perdon. Camarade Président Allende. Présent aujourd'hui et pour toujours. Ni Oubli, ni Pardon.*

Mes souvenirs des jours et semaines qui ont suivis le coup d'État, jusqu'à l'arrestation de mon père, convoquent les peurs et le désarroi qui restent gravés dans ma mémoire. Je ressens la panique qui gagne les esprits et les cœurs, des rapides et brèves visites et des coups de téléphone incessants... J'entends les hélicoptères qui ne cessent de passer au-dessus de la ville, rasant les maisons avec leurs lampes illuminant les quartiers. Les premiers jours et nuits, nous restons enfermés à la maison. Des bruits d'explosions et de mitraillettes résonnent dans un silence de mort. Mes parents tentent déjà de brûler quelques disques et livres



Momio Le peuple perd patience

compromettants dans la cuisine. Ils seront finalement brûlés par ma mère chez ma grand-mère pendant la détention de mon père.

Dans les jours qui ont suivi, et malgré tous les dangers, mon père, aujourd'hui décédé, et à qui je rends hommage, a repris et poursuivi son travail à l'hôpital Barros Luco. Mais le 5 octobre 1973, suite à une dénonciation le désignant comme militant actif, il est détenu à l'hôpital et amené au Cerro Chena, un des centres de tortures où énormément de personnes ont été arrêtées, torturées et assassinées... Informée par une personne, ma mère arpenta plusieurs nuits de suite – alors que le couvre-feu était décrété – les rues avoisinant la caserne d'infanterie de San Bernardo au Cerro Chena au cas où on le relâcherait. Elle roulait fenêtres ouvertes, toutes lumières allumées, en se présentant aux militaires comme médecin. Elle était accompagnée par un ami de la famille... Quel courage !

Un soir, elle a appris que mon père venait d'être transféré au stade national de Santiago. Il y est resté du 9 au 16 octobre 1973. C'est là aussi que Victor Jara, chanteur connu et soutien de l'Unité populaire, est arrêté et assassiné... Mon père est relâché le 16 octobre pendant le couvre-feu, avec le risque de se prendre une balle... Il est arrivé, meurtri et exténué, cette nuit-là chez ma grand-mère en se faulant dans les rues désertes. Nous l'avons rejoint

en voiture dans les heures qui ont suivi. Nous avons été témoins de sa souffrance et de son humiliation. Ce fut la seule fois que j'ai vu mon père, se tenant par les jambes endolories, accroupi dans le salon... et que je crois entendre ses pleurs...

Je garde en moi ce moment et ce regard où je pense avoir perdu mon enfance et une innocence... L'être humain pouvait donc être cruel et assassin.

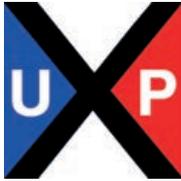
Mes parents décidèrent de fuir...

À partir de ce moment, tout alla très vite. Un matin, nous avons été conduits par un ami de mon oncle, un attaché culturel auprès de l'ambassade de Belgique à Santiago, Monsieur Ghyot. Un homme bon et juste, je pense.

Ainsi, nous sommes arrivés avec sa voiture et sous sa protection à la résidence de l'Ambassadeur de Belgique, où nous étions près de 60 personnes accueillies, adultes et enfants. On dormait par terre ou dans des fauteuils... et on mangeait ce que l'épouse de l'Ambassadeur et le personnel consulaire pouvaient trouver... L'ambiance était pour nous, enfants et jeunes, tout à la fois rocambolesque et terrifiante. Pour nous enfants qui vivions l'encerclement de l'ambassade par les militaires, la « guerre » n'était plus un jeu...

1. Voir dans cette brochure les interviews de Herminia Rodriguez et Eduardo Fuentes.

2. Juntas de Abastecimiento y control de Precios.



Nous avons été témoins de disputes entre camarades, de crises de nerfs, de paniques et d'angoisses. Nous avons aussi connu des moments de rires et d'épisodes dramatiques. Nous étions, nous enfants, pris de fous rires incontrôlables dus à la nervosité et témoins de l'absurdité et de l'horreur.

Nous avons pris l'avion de la SABENA le 6 décembre 1973, escortés par l'Ambassadeur jusque dans l'avion...

Je tremble encore aujourd'hui en voyant les militaires qui entouraient le groupe d'exilés avant de monter dans l'avion. Certes, la vie de mes parents était sauvée... et peut-être la nôtre aussi à terme si on était restés au Chili... Il y aura toujours l'avant et l'après.

Un sentiment d'incertitude me traversait. Ce fut le début de mon apprentissage des abominations et horreurs commises par les êtres humains sur d'autres. Je découvrais aussi ce que signifient les ruptures et fractures dans le parcours de la vie.

Comment s'est déroulée ton arrivée, encore enfant, en Belgique et ta « prise en charge » par le Gouvernement belge et les réseaux de solidarités ?

Je me souviens de l'accueil et de la solidarité à l'aéroport de Zaventem. En arrivant dans le hall des arrivées, nous avons entendu entonner « *El Pueblo Unido jamás será vencido* »... avec des drapeaux chiliens, des banderoles... À ce moment, nous sommes parmi les premiers exilés à atterrir. La Belgique avait organisé notre accueil de manière très précise : les familles étaient prises en charge par Caritas et les célibataires par Solidarité Socialiste à Bruxelles.

Dès cet instant, à peine descendus de l'avion, nous avons été invités à monter dans un bus qui nous amena à Westende, dans un centre de vacances appelé *Zon en Zee*. Notre langue d'accueil a été le néerlandais... Je me souviens qu'il neigeait sur la Mer du Nord et qu'il faisait très froid. Un jour, un car nous amena à Ostende, au magasin C&A, ouvert rien que pour nous, pour nous permettre de prendre des vêtements pour nous habiller plus chaudement. Nous étions certainement des privilégiés comme exilés par rapport à ce que vivent aujourd'hui les migrants...



El pueblo unido. Tableau de Carmen Simon



En janvier, nous avons intégré, mon frère et moi, l'école catholique de Westende. Mon éducation était très peu catholique mais mon néerlandais progressait. J'ai fêté l'anniversaire de mes 10 ans à *Zon en Zee*, le 22 janvier 1974. Au bout de quelques mois, mon père et ma mère décidèrent de se rendre à Bruxelles avec l'aide de camarades pour s'y installer. En avril 1974, nous avons donc été logés à Jette par un couple extraordinaire qui nous a accueillis pendant quelques semaines. Avec leur aide et d'autres amis, nous avons alors loué un appartement. La valise était prête dans les armoires au cas où nous pourrions rentrer car, dans notre esprit, cet exil était provisoire, temporaire... Et voué à se terminer vite...

Mon frère et moi sommes allés à l'école Van Helmont à Jette. La mixité venait d'être acceptée cette année-là. Nous étions deux filles en tout et pour tout dans toute l'école. Au Chili, j'avais presque terminé ma 5^e primaire, mais je suis inscrite en avril 1974 en 4^e année pour les deux mois qui restaient de l'année. Pas facile d'être une fille en exil... Mais je n'oublierai jamais l'aide et la solidarité des élèves de ma classe qui m'ont apporté l'un un cartable, l'autre une veste, l'autre un plumier... ou un classeur. La solidarité commençait aussi là. En 6^e primaire, mes parents m'ont changée d'école. Des signes de mal-être commençaient à se manifester. De cette période, j'ai rencontré des amis qui le sont restés jusqu'à aujourd'hui.

Comment analyses-tu les multiples traumatismes liés à l'exil ?

Avant tout, à la différence d'autres mouvements migratoires ou exils (à part celui de l'Espagne franquiste mettant fin à la République démocratique), je pense que l'histoire de l'exil suite au coup d'État au Chili et la fin tragique de l'expérience menée par le Président Allende de 1970 à 1973, a une dramatique spécificité : celle d'ajouter à la douleur individuelle des emprisonnements, tortures, meurtres et exils, une autre douleur et souffrance, qui, elle, est collective. Il s'agit de la déroute et de l'échec politique de tout un peuple qui s'est engagé corps et âme à participer aux modifications et transformations sociales par la voie démocratique et dont la fin tragique a été d'une violence inouïe.

Être d'ici et d'ailleurs, multiculturelle, voire formée par une pluralité d'identités est une richesse. Néanmoins, cela comporte des failles indélébiles, dont celle d'avoir le sentiment de ne jamais être et de ne se sentir de nulle part à sa place.



L'exil et les traumatismes peuvent être plus ou moins bien ou mal vécus selon les personnes et selon la formation sociale ou culturelle que chacun porte en lui. Néanmoins, quelle que soit sa condition, l'exilé se confronte à une rupture ou une fracture dans son projet de vie. Cela implique la perte de l'espace familial, social et culturel dans lequel il s'est développé. Il doit s'adapter à un nouveau monde et milieu qu'il n'imaginait même pas. Tenter de comprendre, pénétrer et interpénétrer les vécus dans lequel il est immergé relève d'un effort immense.

Il doit faire face à un sentiment de perte d'identité, son quotidien n'existe plus. Il se sent dépouillé de ses clés de compréhension et se sent inhibé pour s'insérer adéquatement. Face à ses changements de références sociales, les perturbations dans l'identité du sujet peuvent être pathologiques ou pas. En deuxième lieu, il vit avec un sentiment de vivre de manière « transitoire », rempli d'incertitudes. Le désir de retourner et de récupérer le perdu produisent des instabilités émotionnelles et matérielles d'autant plus dures face à l'incertitude du temps que durera l'exil.

En troisième lieu, vivre en même temps plusieurs cultures peut amener de profondes perturbations de lieu, d'espace et de temps. Sans renoncer à son identité d'origine, on acquiert une nouvelle langue, des nouvelles formes de comportement et l'acceptation d'une nouvelle réalité dans laquelle on vit en s'intégrant. Si, pour certains, cela a été une réussite, pour d'autres, ce fut un échec colossal.

Mon exil en tant qu'adolescente, puis adulte est traversé par le déracinement. La perte de mon territoire d'origine et de ma famille élargie, de mes amis, de mon enfance... J'ai vécu beaucoup de pertes en un seul coup et j'ai dû faire le deuil très jeune non seulement d'une perte affective et matérielle d'une part de ma vie, mais aussi d'une perte de mes certitudes et espérances d'un monde meilleur !

Mon chemin sera parsemé d'activités dans les milieux latino-américains. Par exemple les concerts de soutien au Chili ou les fêtes en solidarité avec le Chili ou l'Argentine à la Maison de l'Amérique latine Seul³ à Ixelles. Mais celui qui restera comme un souvenir marquant et fondateur est une rencontre de tous les jeunes d'Amérique latine en exil en Europe pendant 3 jours organisée en 1978. Il nous permit de mettre des mots sur nos vécus et de nous sentir moins seuls dans ce que nous vivions... Il a été organisé par des psychopédagogues dont le psychiatre Jorge Barudi qui a fondé Exil, le service de santé mentale. Cette rencontre a forgé ma conviction que le partage et la fraternité réparent

un peu la douleur et la souffrance. Tous les ans, je participe aux commémorations du 11 septembre...

J'ai eu des périodes difficiles pour trouver un juste équilibre. Il a fallu des années pour les digérer et en prendre conscience. Mes études de psychologie, ma formation, mon métier et mon chemin m'ont aidée à mieux cerner ces pertes et ces vides. J'ai tenté comme j'ai pu de vivre « avec » et de relativiser avec ce que j'ai construit par la suite dans ma vie.

Un jour, une de mes psychologues m'a fait remarquer que peut-être on pouvait dire que j'avais été toute ma vie sur la pointe des pieds. Une vie à me dépasser, à me surpasser malgré la nostalgie, les pertes et les deuils et la question récurrente de n'être ni d'ici ni d'ailleurs qui sont en moi pour toujours. Mais j'ai eu aussi beaucoup de chances car souvent j'ai bénéficié de mains tendues et de coups de pouce, des amis que je n'oublie pas et notamment dans ma vie professionnelle tant au niveau politique que comme thérapeute.

Ton exil a-t-il nourri tes engagements politiques et sous quelles facettes ?

Déjà à l'école secondaire, je participe aux marches et grèves de l'époque. Puis, à l'Université, j'organise dans ma faculté de Psycho les assemblées des mouvements étudiants contre l'augmentation du minerval et autres revendications. Je m'inscris aux jeunes FGTB. Puis aux jeunes socialistes belges. Nous fondons des associations d'aide aux jeunes et d'aide aux jeunes mineurs « délinquants » dans le secteur de l'aide à la jeunesse. Cela me conduira à travailler dans des cabinets ministériels ainsi qu'au Centre pour l'égalité des chances... D'autre part, au vu de mes traumatismes propres et ceux de mes compagnons d'exil, je me destine à devenir psychologue et thérapeute, certainement pour me soigner moi-même et soigner celles et ceux qui souffrent de maux comme les miens. Ces deux chemins parallèles feront de moi ce que je suis devenue. Je suis une déracinée involontaire à multiples appartenances culturelles, sociales et identitaires.

Il est certain que mon compagnon belge a contribué à me sentir plus d'ici que d'ailleurs et m'a aidée à trouver ma juste place. Mes enfants sont nés ici et sont belges. Même s'ils sont fiers d'avoir eu la nationalité chilienne à travers moi.

3. Service européen des universitaires latino-européens



Quels enseignements tires-tu des processus progressistes en Amérique latine tant hier qu'aujourd'hui ?

Je dirais que l'Union des gauches et la participation massive du peuple et des classes populaires à des mouvements de contestation et à la construction d'un projet politique sont des éléments essentiels. Ils permettent de comprendre les processus de changement et les facteurs de réussite de l'avènement par la voie démocratique d'un projet de modification et de transformations sociales profondes. La participation et l'action des mouvements syndicaux est également essentielle.

Aujourd'hui, il est essentiel de maîtriser les nouvelles technologies de communication et contrebalancer les informations de matraquage du peuple utilisées par la droite. La tâche est rude !

Au Chili comme ici aujourd'hui, nous devons nous battre pour les droits sociaux et les droits humains fondamentaux.

Partout, le Peuple souffre ! Parmi les voies de lutte, celle contre l'oubli est essentielle. Il faut continuer à engager des poursuites judiciaires contre les tortionnaires. Et les démarches pour la mémoire doivent toujours s'amplifier comme vous le faites aujourd'hui par cet hommage.

En tant que démocrates, nous devons rester sensibles aux misères et aux atteintes aux droits humains de par le monde. Mais nous sommes aussi face aux changements climatiques. Nul doute que l'augmentation des inégalités sociales, économiques, numériques, culturelles et écologiques va accélérer le désastre de la « Pacha Mama ». J'ai encore un espoir face à ces inégalités. Il tient tout entier dans ces deux mots : la solidarité et la fraternité ! Que les manifestations et les oppositions qui se déploient ici ou ailleurs, en Iran ou au Chili, grandissent et nous permettent de nous solidariser et de nous unir. C'est notre espérance : *le Peuple uni ne sera jamais vaincu !*

Carmen SIMON,
psychologue et militante.

LA SOLIDARITÉ EST LA TENDRESSE DES PEUPLES



Herminia Rodriguez est pédiatre et a aujourd'hui 88 ans. Née en Argentine, elle a travaillé au Chili de 1963 à 1973 et a participé intensément, notamment de manière militante, aux politiques mises en œuvre par le gouvernement Allende pour lutter contre la malnutrition, particulièrement infantile.

Quelle impression retiens-tu du 4 septembre 1970, le jour où Salvador Allende a été élu Président de la République du Chili ?

J'ai un souvenir imprégné d'une grande émotion. D'abord, nous, les gens progressistes, les gens de gauche n'étions pas très certains de pouvoir obtenir la majorité, sachant que la droite et la démocratie chrétienne avaient déployé des énormes efforts pour gagner. Cependant, en ce qui me concerne, j'ai vécu un moment inoubliable. Une amie qui habitait près de chez moi, dans un quartier d'appartements sociaux, vient me chercher vers 23 heures. La voix pleine de joie, elle m'embrasse et me dit : « nous avons eu la majorité relative avec 36,6 %, plus que les autres¹, sortons, on va chez moi fêter ça ! ». Et nous partons, nous courrons presque, nous arrivons à la Poblacion Juan Antonio Rios où les gens commencent à sortir dans les rues. Avec un petit groupe, nous marchons, nous crions « Allende ! Allende ! Vive l'Unité populaire ! » et les fenêtres des appartements s'allument les unes après les autres et les gens se joignent à nous. La colonne grossit et grossit encore. On tourne de rue en rue avec des drapeaux et pancartes improvisés, sans se connaître et même si nous ne nous sommes jamais vus ! Il y a le bonheur d'être ensemble autour d'une idée de justice. C'était à San Miguel Santiago. Allende n'était pas encore nommé président de la République.

Quel rôle as-tu joué en qualité de pédiatre dans les actions auprès des populations de Santiago ? Quelles étaient, selon toi, les mesures les plus intéressantes de la politique de santé du gouvernement de Salvador Allende ?

Moi, j'étais une pédiatre de terrain, de première ligne. Je suis arrivée au Chili en 1963, et après une année de démarches administratives, j'ai eu un contrat en tant que pédiatre (j'avais déjà deux années de post-graduat en pédiatrie à Buenos Aires, Argentine). J'ai travaillé au service national de la santé, organisme de décentralisation des soins de santé créé en 1956 et fortement appuyé par Allende lorsque lui-même avait été ministre de la Santé. Le matin, j'étais à l'hôpital pour enfants et l'après-midi à la clinique périphérique de « Lo Valledor Norte ».

Là, j'ai pu constater la pauvreté du peuple, le manque de travail, les conditions misérables d'habitation, la malnutrition des enfants. Alors, j'ai pu constater comme tout cela changeait à partir de 1970 lorsque l'Unité populaire est arrivée au gouvernement². J'ai participé à des campagnes de vaccinations massives, maison par maison, en faisant du porte à porte, ainsi qu'à des campagnes d'éducation de la santé avec la distribution de tracts ou des petits magazines. Mais pour moi, le plus inédit et le plus mar-



Allende ovationné le 4 septembre 1970



quant a été l'apport journalier d'un demi-litre de lait³ (en poudre) à tous les enfants du Chili jusqu'à l'âge de 6 ans. Un des lieux de distribution a été justement les centres de santé. Le résultat de toute cette politique de santé a été la diminution incroyable de la malnutrition et la diminution de la mortalité infantile. Un incontestable succès, même si cela a été très difficile à obtenir.

Un autre projet très intéressant, auquel j'ai pu participer, a été la formation des comités de santé. Ils étaient formés d'un membre de la communauté, d'un membre du centre de santé (médecin ou infirmière) et d'un membre de la CUT⁴. Son but était de faire exprimer par les habitants eux-mêmes leurs besoins spécifiques de santé. Ceci a été un projet des derniers moments de l'Unité populaire.

Quels souvenirs as-tu du 11 septembre 1973 à Santiago du Chili ?

Des souvenirs sombres et tristes, remplis de peur et d'incertitudes pour nos enfants et pour nous-mêmes. Évidemment, ceci n'a pas été une surprise, mais la façon brutale de se produire a semé la panique. On a été réveillé ce matin-là par les éclats et les bruits du bombardement de la Moneda. Malgré le fait que nous habitions loin du centre, on entendait clairement tout ce qui se passait. Nous sommes restés à la maison. Nous ne sommes pas allés travailler et les enfants ne sont pas allés à l'école. On voulait protéger nos enfants à tout prix et les consoler en expliquant que nous étions à l'écart et qu'il n'allait rien nous arriver. Ils ont été magnifiques nos enfants ! Ils avaient 12, 9 et 5 ans. Je crois qu'ils ont « ravalé » leur peur pour nous rassurer nous, leurs parents. Et puis, la nuit venant, c'était pire encore car les hélicoptères survolaient toute la nuit en illuminant de leurs projecteurs les gens qui essayaient de partir, ils semaient la terreur. Le couvre-feu a été instauré je crois de 21h à 6 heures du matin. Tout cela a créé un climat de guerre et de peur. Le téléphone sonnait tout le temps et à un moment donné, c'est pour me dire : le président Allende est mort, il s'est suicidé ! Je ne pourrais pas dire combien de temps a duré ce climat d'incertitude et de désespoir.

Comment as-tu pu rejoindre la Belgique et devenir réfugiée politique ?

Après le coup d'État, je ne suis plus retournée à mon travail. C'est-à-dire à la consultation où j'étais pédiatre et responsable de l'équipe de pédiatrie. Le risque était trop grand. Je devais me présenter devant un militaire qui avait pris la direction du centre de santé et je ne suis pas allée.



Quelques collègues, qui n'étaient pas trop impliqués, m'ont aidée. Peu après, j'ai reçu une lettre de licenciement. Mon mari, lui, il est retourné à l'hôpital Barros Luco où il était médecin. Il pensait que vu qu'il n'était qu'un militant de base de l'Unité populaire sans aucune charge politique, il pourrait échapper à la répression militaire. Mais ce n'était pas la logique de la dictature. Le 5 octobre 1973, l'hôpital Barros Luco a été encerclé par des camions et des tanks militaires. Avec des listes pré-rédigées, les soldats ont parcouru, salle par salle et service par service, les allées de l'hôpital. Ils ont arrêté les médecins, les infirmières, les sages-femmes, les auxiliaires, les kinésithérapeutes, les techniciens médicaux, etc. qui étaient signalés. Ils les ont conduits au Cerro Chena où se trouvait l'école d'infanterie de l'armée (on ne l'a su que par après). C'est là que mon mari, Gaston Simon Rahal, a été torturé et a subi des coups et des maltraitements de toutes sortes. Il a eu la chance de ne pas avoir été tué et d'avoir été transféré au sinistre

1. Jorge Alessandri, candidat du Parti national, a obtenu 35,3 % des suffrages et le démocrate-chrétien, Radomiro Tomic, 28,1 % des suffrages.

2. L'Unité populaire (en espagnol : Unidad Popular, abrégé en UP), est une coalition entre les partis de la gauche du Chili ayant pour but l'élection de Salvador Allende à la présidence de la République le 4 septembre 1970. Le programme de l'UP fut signé à Santiago, le 17 décembre 1969 par le parti socialiste, le parti communiste, le parti social-démocrate, le mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) et l'action populaire indépendante (API). La gauche chrétienne se joint à l'UP en 1970. L'Unité populaire fut aussi appuyée par la Fédération syndicale nationale et par la Centrale unique des travailleurs (CUT).

3. *Medio litro de leche* est une des politiques publiques les plus emblématiques du gouvernement Allende. Dès 1970, 650 000 enfants bénéficient de ce programme de distribution gratuite et quotidienne de lait. En 1973, 3 600 000 enfants sont ainsi sauvés de la dénutrition qui passe de 60 à 12 %. Ce modèle a été un exemple dans toute l'Amérique latine.

4. La CUT, la Centrale unique des travailleurs du Chili (en espagnol Central Única de Trabajadores de Chile, CUT) fut la principale centrale syndicale du Chili entre 1953 et 1973. Fondée dans le but de rassembler l'ensemble du mouvement ouvrier chilien dans un seul et même syndicat, la CUT est dissoute après le coup d'État du 11 septembre 1973.

stade national où il est resté jusqu'au 16 octobre. Il a été libéré de nuit, en plein couvre-feu et sans documents...

Il ne nous restait plus qu'à partir du Chili ! Grâce à la solidarité de l'attaché culturel de l'ambassade de Belgique, Mr Jean-François Ghyot et à l'accueil de l'ambassadeur de Belgique à Santiago, Mr. Panis, nous avons été reçus à l'ambassade où il y avait déjà 60 personnes réfugiées. Nous y sommes restés un mois et 15 jours, en attendant le sauf-conduit. René Panis lui-même nous a conduits à la porte de l'avion avec nos trois enfants. Dès notre entrée à l'ambassade, nous avons ressenti la solidarité belge. En arrivant en Belgique, nous avons déjà obtenu le statut de « réfugiés politiques » du Haut-Commissariat des Nations Unies.

Quels processus de solidarité y a-t-il eu avec les mouvements de gauche belges, associatifs et syndicaux pour soutenir les victimes des dictatures en Amérique Latine ?

C'est quelque chose de vraiment fort ! Une vraie solidarité, je dirais historique. *Solidarité socialiste*⁵, par exemple, a déployé des efforts de toute sorte pour accueillir les camarades seules ou seuls ou les couples de jeunes, en leur donnant asile à La Hulpe. Ils nous ont fourni aussi une aide économique, administrative, etc. De même à la FGTB. Je garde un souvenir très tendre pour Mr René De Schutter, le Secrétaire général de la FGTB de Bruxelles à l'époque. Ma famille et moi avons été emmenés à Westende directement depuis l'arrivée à Zaventem. Là-bas, nous avons été très bien reçus par *Caritas*⁶ même si nous étions perdus et craintifs pour l'avenir ...

Un jour, plus ou moins un mois après notre arrivée, ont débarqué au centre (centre des vacances de la Mutualité chrétienne) deux grands bus. René De Schutter en est descendu lui-même et nous a tous emmenés à Bruxelles (une trentaine d'adultes et beaucoup d'enfants) au siège

de la FGTB, pour y partager d'énormes paellas !!! C'est un de mes plus beaux souvenirs. À cette occasion, nous avons fait des contacts et noué des liens avec des camarades belges qui nous ont aidés par après à nous installer définitivement à Bruxelles.

La solidarité a été remarquable et elle reste toujours dans ma mémoire. Elle ne s'est pas démentie moins de trois ans après quand, cette fois-ci, elle s'est appliquée aux réfugiés argentins qui fuyaient le coup d'État militaire de 1976 qui a instauré la dictature en Argentine. À ce moment-là, plusieurs organisations de solidarité pour le peuple chilien étaient déjà bien constituées et ont aidé à organiser la venue et l'accueil des réfugiés argentins.

Que retiens-tu principalement de l'expérience des trois années de l'Unité populaire au Chili ?

Je retiens que le socialisme démocratique est possible ! Cette expérience a démontré que la dignité de chacun et les moyens de vivre avec les droits qui correspondent à ceux des êtres humains sont à portée de main dès que le peuple s'organise et que chacun prend conscience de son rôle en tant qu'individu dans une communauté. De même, la souveraineté économique et la liberté politique vont de pair dès lors qu'on ne subit pas la domination des empires et les ingérences de la mondialisation économique.

**Herminia RODRIGUEZ (Mimi),
 pédiatre.**

5. *L'entraide socialiste*, section belge de l'Entraide internationale socialiste, est fondée en 1936 par le POB à l'occasion de la guerre d'Espagne, dans le cadre d'un vaste mouvement de solidarité avec les combattants républicains espagnols et leurs familles. Elle deviendra *Solidarité socialiste*, *Solsoc*, en 1978. *Solsoc* est une ONG belge de coopération internationale basée à Bruxelles. Elle lutte pour le développement de relations Nord-Sud plus justes.

6. *Caritas catholica* en Belgique francophone et germanophone est une des composantes de *Caritas Belgica*, membre belge de *Caritas internationalis*. *Caritas Belgica* a été créée en 1932 pour venir en aide aux victimes de la grande crise des années '30. *Caritas* a le souci de contribuer à la lutte contre les facteurs structurels qui sont à l'origine des inégalités et de la dégradation de l'environnement.



Comité des femmes allendistes



11 DE FEBRERO

12 MILLONES
DE ESCUDOS

ENTERO E° 1200
VIGESIMO E° 60

BENEFICIARIOS: CUERPOS DE BOMBEROS

Polla *con 2 terminaciones*

CON EL PUEBLO
Y EL
PLAN
NACIONAL
DE
LECHE



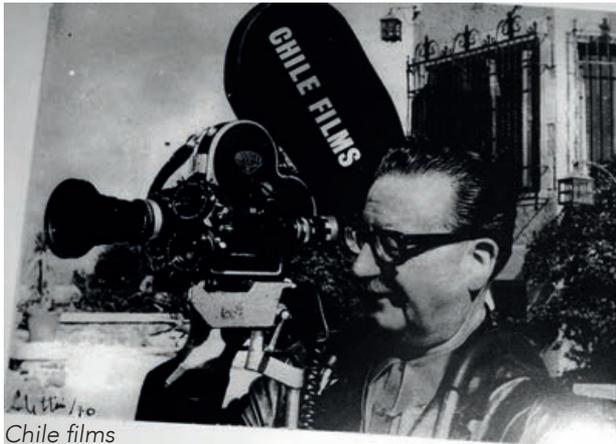
VENCEREMOS
LA
DESNUTRICION

SERVICIO NACIONAL DE SALUD.

LA DÉMOCRATIE, C'EST AUSSI LE DROIT D'INFORMER



Eduardo Fuentes Paredes est Chilien et a aujourd'hui 89 ans. Réalisateur et caméraman, il faisait partie de l'équipe proche du Président Allende. À la demande de ce dernier, il dirigera également les cours pratiques pour la formation du personnel de l'audiovisuel.



Chile films

Comment as-tu vécu dans l'entourage du Président Salvador Allende en qualité de cinéaste documentaire ?

Dans les années soixante, j'avais étudié l'audiovisuel en France et j'ai été engagé par l'Unesco comme professeur à Kinshasa, au Congo. Je suis socialiste depuis mes 16 ans et, évidemment, je suis rentré au Chili pour participer au vote populaire en 1970. Allende a gagné les élections partiellement et, après deux mois de dures négociations et de coups d'État avortés, il a dû être confirmé Président du Chili par le Congrès de la République, malgré le désaccord avéré des États-Unis. À ce moment-là, le pays était entré dans une ambiance de méfiance politique extrême. On n'a pas permis au nouveau Gouvernement de changer les fonctionnaires de l'ancien gouvernement mais on a dû changer toute la garde rapprochée du Président Allende (Police Nationale) par une garde civile formée par des hommes de confiance. C'est dans ce contexte que j'ai été engagé comme cinéaste au Bureau d'Information de la Présidence (OIR). Je travaillais concrètement comme opérateur camera ; nous étions trois caméramans à suivre « al Compañero Presidente », qui n'arrêtait jamais (il ne dormait que 2 ou 3 heures par jour). Nous suivions également les ministres et nous couvriions tous les événements importants de cette époque. Après avoir travaillé sept mois à la « Moneda » (le palais présidentiel), le bureau m'a demandé de former un cours pratique pour la formation du personnel de l'audiovisuel (cinéma) de confiance pour

constituer des équipes légères de reportage de terrain. Ils m'ont envoyé à Chile Films en tant que « Jefe de Talleres » (chef des ateliers).

Quel a été ton rôle dans le service de formation de Chile Films ?

Chile Films était le « Cinecitta » chilien, la seule et la plus grande société de cinéma du pays ; une vraie institution culturelle et commerciale. Son personnel technique et administratif appartenait aux inamovibles de l'ancien régime et au début, ils n'étaient pas trop disposés à réaliser des programmes politiques à nous. Finalement, nous avons pu réaliser un programme d'information par semaine (« Noticiario Nacional »), projeté dans toutes les salles de cinéma de la capitale, et, je pense, dans toutes les grandes villes du pays.

Chile Films avait créé Les Ateliers du Cinéma, un espace (section) de rencontre et discussion pour les amateurs du cinéma. C'est sur cette base que notre projet a pris pied. Nous avons organisé un atelier de formation pratique et nous avons pu travailler sur le terrain dès les premiers instants. J'ai élaboré un programme simple et pratique. On a commencé à travailler avec une vingtaine de stagiaires. Après trois semaines, nous avons pu débiter ce programme qui était conçu pour plonger directement dans le reportage d'information type TV.

On a obtenu de produire une émission de 30 minutes par semaine au Canal Nacional de TV. Cette émission « Opération Hiver » que nous avons réalisée était tout à fait dans l'esprit de cette formation : informer et communiquer sur les réalisations du gouvernement populaire. Et, dans ce cadre, nous devons informer sur « las poblaciones », les maisons de quartier les plus pauvres de la ville, que le gouvernement aidait en faisant intervenir toutes les organisations techniques, sociales et politiques possibles. C'est ainsi que nous avons filmé, un jour d'hiver, « al Compañero Presidente » clouant avec beaucoup d'entrain le toit d'une maison populaire en bois.



Eduardo Fuentes, caméra à l'épaule, accompagne al companero presidente



Comment as-tu ressenti le coup d'État militaire du 11 septembre 1973 ?

On l'attendait depuis quelques jours et nous étions disposés à travailler et à résister. Un lieu de rendez-vous nous a été donné à La Moneda en cas d'urgence. Le 11 septembre, je me suis réveillé de bonne heure et la radio transmettait, dès 7 heures du matin, des communiqués de l'armée. Des bruits sourds, graves et inquiétants venaient de la rue. Je suis alors parti au rendez-vous comme prévu mais je n'ai pas pu l'atteindre car les gens dans les rues étaient devenus comme un animal fou lâché dans une nature inconnue. Les voitures passaient rapidement sans avoir de destination... avec une terreur lourde accrochée au bruit de leurs moteurs... Pourtant, la vraie terreur n'avait pas encore explosé dans la ville, et pas encore étouffé le pays...

Finalement, nous avons surmonté notre peur et on a pleuré d'impuissance et de haine devant l'abus et l'injustice. Nous avons assisté au bombardement de la Moneda. Nous avons vu l'attaque ridicule et terrible de l'Université Technique. Ridicule car l'armée, se croyant attaquée, tirait sur des étudiants désarmés... Une bataille des imbéciles. Tout cela nous a semblé durer des jours et des jours, douloureux à raconter, encore pénible au souvenir après tant de temps.

Comment es-tu parvenu jusqu'en Belgique et quelle solidarité y as-tu rencontrée ?

Je me suis exilé. Je connaissais la Belgique. Non seulement, j'avais travaillé à l'ancienne BelgaVox du Congo belge mais ma femme d'alors était belge et nous connaissions pas mal de Belges au Chili. Lorsque je travaillais à la Moneda, j'ai connu et travaillé avec des journalistes belges venus en reportage au Chili. Ces relations m'ont permis d'arriver en Belgique. J'ai pu y exercer mon métier relativement vite. J'ai d'abord été cameraman pour la TVE, la télévision espagnole. Ensuite, j'ai travaillé pour l'Institut Emile Vandervelde à la production de l'émission concédée La Pensée Socialiste. J'ai terminé ma carrière au GSARA¹. J'ai eu la chance d'être bien accueilli en Belgique, d'y avoir vécu sans craintes et politiquement compris. J'y ai rencontré une merveilleuse solidarité de chaque instant. J'ai pu y vivre avec mes convictions et mes valeurs. Ici, j'ai trouvé mon patelin : je suis devenu belge !

Eduardo FUENTES PAREDES,
opérateur, réalisateur et formateur caméra à l'épaule,
proche collaborateur du Président Allende.

1. Groupe Socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel, voir <https://gsara.be/>.

ENFANTS DE L'EXIL ET DU BANNISSEMENT....



Entre ces deux instantanés toute une vie et un chemin d'exil

Ce témoignage est comme une bouteille à la mer. Des rescapés lancent un message au monde en espérant qu'il aborde une plage accueillante qui permette à l'indispensable travail de mémoire de faire toute la lumière sur une dictature qui fait peser jusqu'à aujourd'hui une ombre amnésique sur tant de consciences meurtries.

Après le coup d'État militaire du 11 septembre 1973, et suite à l'arrestation de notre père en octobre suivant, nous avons vécu l'exil avec nos parents. Dès le 7 décembre 1973, notre *Terre d'Asile*¹, comme l'écrit Pierre Mertens, allait être la Belgique. À partir de ce moment, nous sommes frappés d'un bannissement et d'une interdiction de retourner au Chili pendant plusieurs décennies.

Le 11 septembre 1973, mes frère, sœur et moi avons respectivement 5, 9 et 12 ans. Nous sommes alors des enfants et des adolescents, à l'aube de notre existence, mais déjà meurtris et marqués à vie.

Marqués à vif aussi puisque nos parents et nous-mêmes avons été inscrits sur une liste noire en tant que « *asilados* », nous interdisant de revenir au Chili.

LA LISTE NOIRE DE LA DICTATURE

Selon les documents en notre possession aujourd'hui, cette liste a été émise par le ministère des Relations extérieures de la République du Chili le 1er juillet 1975. Mais il ne fait aucun doute qu'elle ait été constituée avant le 11 septembre 1973.

Pendant toute la période de la dictature, ce document a été distribué à l'ensemble des ambassades et consulats chiliens dans le monde ainsi qu'à toutes les autorités de l'État chilien. Nous avons aussi toutes les raisons de craindre qu'il se soit également retrouvé entre les mains des responsables de l'Opération Condor, chargée d'éliminer tous les « *subversifs* »². L'Opération Condor est la campagne d'assassinats menée conjointement par les services secrets des dictatures du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, avec le soutien des États-Unis, au milieu des années 1970. Ils ont même envoyé des agents secrets poursuivre et assassiner les dissidents politiques jusqu'en Europe et aux États-Unis...

L'existence de cette liste était connue des exilés sans que personne n'en ait alors eu la preuve concrète.

À cette époque, le seul élément probant que nous possédions de ce bannissement était notifié dans nos passeports chiliens. Le 11 avril 1977, le Consul général du Chili à Anvers nous a délivré des passeports chiliens nous autorisant à voyager « dans le monde entier excepté le Chili ». C'est aux environs de 1985 que notre mère entend parler de l'existence de cette liste. Étonnée, elle apprend que, non seulement elle et son mari y figurent bel et bien, mais que, de surcroît, ses trois enfants s'y retrouvent mentionnés. Elle décide d'entamer des démarches et écrit une lettre à l'Ambassade et au Consulat chiliens en Belgique. Elle exige que ses enfants soient retirés de cette liste. Sans réponse, elle sollicite un rendez-vous au Consulat chilien. Qui le lui accorde mais on l'y fait patienter plus de 3 heures dans la salle d'attente pour finalement ne jamais la recevoir... Plus tard, il nous reviendra que nous aurions été retirés de cette liste... Nous n'avons jamais pu en avoir la preuve formelle.

Il nous faudra attendre 2003 pour obtenir une copie du document officiel par l'intermédiaire d'une indiscretion « *d'amis d'amis* » qui ont obtenu le document original, qui date du 1er juillet 1975. Quoi qu'il en soit, nous avons donc été considérés comme des enfants « *terroristes et subversifs* », susceptibles de « *porter atteinte à la sécurité du pays* », selon le texte de ce document !



Sur le passeport de Carmen Simon de 1977, tous les pays, excepté le Chili



UNE ANGOISSE À VIE

Ainsi donc, nous serons astreints à une interdiction de retourner dans notre pays pendant plus de 17 ans. Sans raison et sans qu'aucune charge ne pèse sur nous ! À part d'être des enfants de démocrates et de militants de gauche aspirant à un monde plus juste et plus équitable pour le peuple chilien.

Ce n'est pas rien ! C'est une empreinte à vie et nous en souffrons encore aujourd'hui, notamment à travers nos angoisses d'être contrôlés, interrogés, retenus, expulsés ou détenus lorsque nous sommes confrontés à des corps de police ou de militaires, aussi démocratiques soient-ils, ici ou ailleurs.

Cette angoisse s'amplifie encore lorsque nous voyageons à l'étranger et tout particulièrement si nous sommes amenés à traverser des pays aux politiques plus autoritaires ou moins démocratiques... Les psychologues appellent cela « *l'angoisse du contrôle et de l'arrestation sans raison* ».

Nous avons vécu comme on a pu, marqués par les conséquences du déracinement, de l'exil forcé et du long processus, jamais achevé, du chemin de notre intégration dans notre pays d'asile, la Belgique. Car, en effet, tout au long de notre jeunesse, nous sommes restés empêtrés dans toutes nos contradictions et nos hésitations d'adolescents qui se cherchent. Même devenus jeunes adultes, nous nous interrogeons : Qui sommes-nous ? D'où sommes-nous ? De Belgique, d'Argentine, du Chili ou d'ailleurs ? Devons-nous rester ? Devons-nous partir ? Et où ? Y serions-nous mieux ? Nous serons sujets à toutes ces hésitations contradictoires, à ces doutes existentiels et à ces balancements psychologiques entre le choix de rester en Belgique ou de rentrer



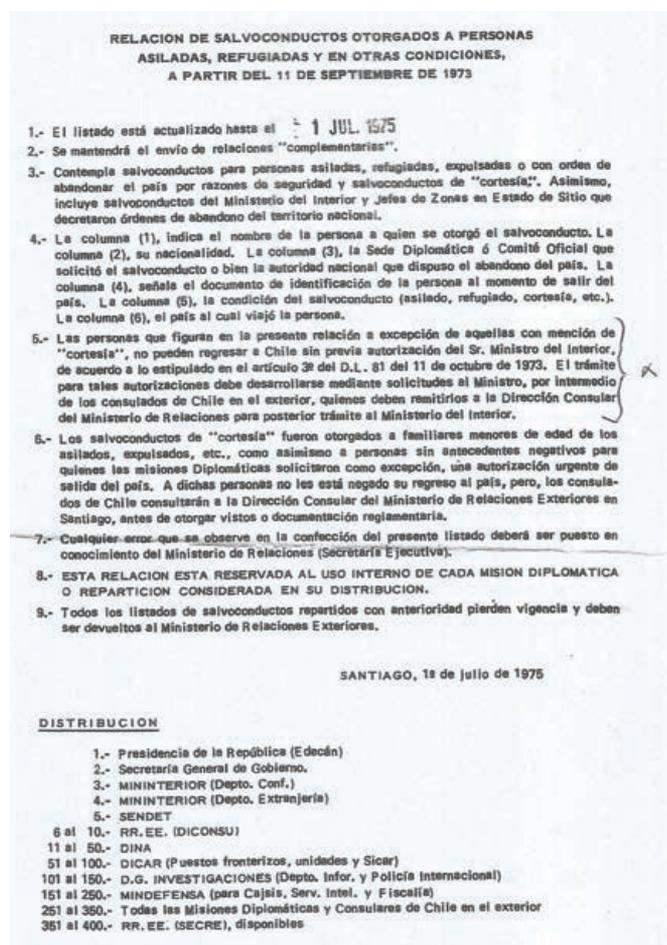
Directives pour les exilés

au Chili, après la période de transition démocratique qui s'y est annoncée dès 1990.

RETORNADOS³ ?

Perturbés par nos souffrances d'exilés, nous avons évoqué à plusieurs reprises la possibilité de retourner au pays... Que ce soit en Argentine, pays natal de notre mère, dont la dictature s'est terminée en 1983, ou au Chili. Oui, au Chili, mais le fait d'avoir été inscrits sur cette terrible liste a constitué pour nous un repoussoir. La peur et la crainte de représailles d'un État « semi-démocratique » sont restées un élément fondamental qui nous a empêchés d'y retourner... Nous n'arrivons pas à oublier que la Constitution toujours en vigueur au Chili reste celle que Pinochet a élaboré en 1980 et qu'elle donne au pouvoir militaire des compétences élargies...

1. Ce livre de l'écrivain belge Pierre Mertens, paru en 1978, est dédié aux parents des auteurs, « Gaston et Mimi ». Il raconte les incompréhensions, contradictions, étonnements, souffrances et distorsions d'un exilé sorti des prisons chiliennes par des groupes de solidarité en Belgique.
2. Voir l'article de Xavier Dupret pp. 22-28 de ce Cahier I.
3. Ainsi nomme-t-on celles et ceux qui sont retournés vivre au Chili.



Interdiction de retour au Chili

De surcroît, en 1990, il s'est déjà écoulé plus de 17 années depuis le coup d'État, et nous avons construit une grande part de nos vies ici en Belgique, s'y mariant ou y travaillant ou étudiant.

Au-delà de la question du retour, ce marquage, tel une empreinte indélébile de la junte militaire, nous a rendus fragiles et prudents, voire angoissés, souvent ! Comme ces fois où l'un ou l'autre d'entre nous est revenu au Chili à la fin des années 1990 ou 2000, soit bien après la fin de la dictature. Nous tremblions de peur à chacun de nos passages aux contrôles frontaliers.

Que ce soit par un poste-frontière au nord du Chili, près de San Pedro de Atacama pour l'un, ou par la frontière du Pérou pour l'autre, ou encore à l'aéroport de Santiago, nous avons la crainte d'être retenus, interrogés, voire expulsés... Cela nous a hantés pendant longtemps !

Et ces questions et ces inquiétudes restent permanentes ! Pourtant, a priori, rien ne nous empêche plus de retourner vivre au Chili... Mais le pays de notre enfance n'est plus non plus notre Chili... Et tous nos proches et les personnes que nous aimons vivent ici.

L'AMNÉSIE D'ÉTAT ET LE DEVOIR DE MÉMOIRE

En outre, le retour au pays de certains de nos amis a parfois été bien difficile. Nombreux sont les Chiliens « *retornados* » pour qui la réintégration a été complexe, voire impossible. Principalement au regard de l'amnésie collective imposée et, pour ainsi dire, « intégrée » dans les consciences de la population chilienne...

Pourtant, nous nous sentons profondément chiliens ! Nous ne voulons ni succomber à la tentation de l'oubli (comment le pourrions-nous ?) ni renoncer à une demande de reconnaissance de notre préjudice par l'État chilien. Nous avons l'intime conviction que cela nous permettrait à nous, et à tous ceux qui ont subi cette sanglante dictature, de constater qu'il y a enfin une justice démocratique au Chili...

Nous constatons que le régime démocratique « de transition » qui a suivi la fin de la dictature, ainsi que tous les gouvernements démocratiques qui ont suivi, ont privilégié un processus fondé autant sur l'amnésie des responsables militaires et des tortionnaires que sur l'oubli et sur une certaine « amnésie collective » afin de favoriser une « pacification » et une « concertation ».

Toutefois, malgré ce contexte politique, un travail de mémoire et de lutte contre l'oubli ont été menés au sein de plusieurs commissions parlementaires, notamment celles appelées Commissions de vérité et de réconciliation, créées entre 1990 et 2004. Elles ont eu pour mission de recenser les différentes violations des droits humains, tels les tortures et les emprisonnements. Plus de 30.000 cas ont ainsi été reconnus !

En revanche, la question de l'exil forcé, des bannissements et des expériences traumatiques de l'exil n'a pas été considérée ni reconnue comme une violation des droits humains. Alors même que les stigmates et les traumatismes ont, quant à eux, bien été étudiés et identifiés par de nombreuses études psychologiques, aucune reconnaissance officielle ou juridique par la République du Chili n'a été promulguée ! Il s'agit là clairement d'un déni de justice, contraire à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.



Justice, vérité et réparation

OPÉRATION CONDOR: QUAND LES ÉTATS-UNIS CHERCHAIENT À DÉSTABILISER L'AMÉRIQUE LATINE



Durant la première moitié des années 1970, des militants de gauche ont pointé la responsabilité des États-Unis dans la mise en œuvre des coups d'État survenant à répétition à cette époque en Amérique latine. De nos jours, il n'est pas sûr qu'ils ne seraient pas accusés de complotisme. L'époque était différente. Lorsque ces militants ont, dans des champs divers allant du cinéma à l'essai de géopolitique¹, dénoncé l'action de Washington derrière cette épidémie de déstabilisation de démocraties, ils ne disposaient pas de preuves irréfragables. Ils étaient révoltés. L'Histoire leur a pleinement donné raison.

Au lieu de chercher une preuve matérielle avant de pointer des responsabilités, les collectifs de solidarité ont opté pour une méthode d'interprétation particulière, qui serait aujourd'hui, sans doute beaucoup décriée. Pourtant, l'Histoire confirme aujourd'hui leurs thèses. En effet, la preuve matérielle de l'organisation de l'Opération Condor a été apportée alors que la dictature d'Alfredo Stroessner prenait fin au Paraguay en 1989. Deux tonnes de documents ont été découverts dans la banlieue d'Asunción, la capitale du pays. Dans un premier temps, nous allons détailler la documentation découverte au Paraguay et qui atteste clairement d'un plan concerté des services de renseignement américains visant à étouffer les initiatives progressistes dans la région. Ensuite, nous reviendrons sur les événements qui ont constitué la trame de fonds de l'Opération Condor en Amérique du Sud de manière à mieux la caractériser d'un point de vue transversal. Mais, pour l'heure, commençons par le moment où l'histoire a donné raison aux militants de la gauche latino.

DU CÔTÉ DU PARAGUAY

Nous sommes en 1992. Le Paraguay, longtemps sous la botte de la dictature fascisante d'Alfredo Stroessner, grand ami des États-Unis durant la Guerre froide, se libéralise. Les nécessités de la lutte d'influence contre l'empire soviétique n'impliquent alors plus de soutenir un régime qui, depuis 1954, réprimait le mouvement ouvrier et les démocrates. C'est ainsi que la dénonciation de la subversion marxiste était particulièrement mise en avant par le gouvernement paraguayen au point, d'ailleurs, de lui valoir, en 1958, les félicitations de Richard Nixon, alors vice-président des États-Unis, qui, dans un discours prononcé à Asunción le 4 mai 1958, n'a pas hésité à qualifier le gouvernement paraguayen de « champion de l'anticommunisme »².

Avec la chute du mur de Berlin, un tel allié devenait particulièrement encombrant pour Washington. Voilà pour quoi une transition démocratique « sous contrôle » a été organisée au Paraguay après un coup d'État dirigé contre Alfredo Stroessner qui prendra alors le chemin de l'exil. Il s'éteindra à Brasília en août 2006. En dépit des nombreuses condamnations dont il fit l'objet dans son pays pour des faits de crime contre l'humanité, il ne fut jamais extradé par les autorités brésiliennes. De surcroît, peu de responsables du régime furent jugés après la chute de la maison Stroessner³.

LES ARCHIVES DE LA TERREUR

La découverte de ce que l'on a qualifié d'« archives de la Terreur » doit beaucoup aux démarches en justice des victimes du régime de Stroessner, en particulier à Martín Almada, avocat militant syndical proche des mouvements d'alphabétisation dans la mouvance de la pédagogie des opprimés du Brésilien Paulo Freire. Arrêté en 1974 pour cause de subversion intellectuelle, Martín Almada va connaître un véritable enfer durant son incarcération de 1974 à 1977. La famille d'Almada eut également à subir des tortures. Son épouse, Celestina Pérez, a été harcelée par le régime. Elle est décédée à 33 ans d'une crise cardiaque après que ses bourreaux lui firent écouter au téléphone les séances de torture subies par son mari. Elle fut enterrée dans la cour de la maison familiale sur ordre de Stroessner. Après un exil de 15 ans qui l'aura conduit du Panama à la France, Almada va rentrer au Paraguay et, en 1989, portera plainte contre le dictateur en fuite⁴. Cette plainte constitue, d'ailleurs, la suite logique de l'ouvrage d'Almada rédigé à l'extérieur du pays et dénonçant les nombreuses violations des Droits humains au Paraguay sous la dictature de Stroessner⁵.

Une opération sanglante



En 1991, Stroessner est jugé coupable de complicité de meurtre. Une demande d'extradition était alors formulée mais le Brésil ne se décidait pas à renvoyer l'ancien dictateur dans son pays et devant ses juges. Cette fin de non-recevoir, qui prouve, au demeurant, que le fondement du droit se trouve en dernière instance dans un rapport de forces politique et non l'inverse, n'a pas découragé le vieux militant. Et c'est ainsi qu'en 1992, il attaque à nouveau en justice le général en exil. A la base de cette nouvelle inculpation, Almada pointe le fait que c'est arbitrairement (donc illégalement) qu'il a été arrêté puis détenu de 1974 à 1977. Pour monter son dossier, le plaignant devait obtenir son registre de détention. La police d'Asunción a alors prétendu qu'il n'existait pas de dossier relatif à l'emprisonnement au nom de Martín Almada dans ses archives.

Une source restée anonyme au sein de la police paraguayenne fait alors savoir à Almada et son conseil que des archives secrètes étaient localisées dans un bâtiment appartenant à la police, à Lambaré plus précisément, non loin de la frontière argentine. C'est dans cette ville que Martín Almada va retrouver non seulement son dossier répressif mais aussi deux tonnes de documents relatifs à l'organisation de la répression des mouvements radicaux qui avaient le vent en poupe dans les années 1960 et 70 en Amérique latine mais aussi à l'interconnexion et à la

collaboration entre services de renseignement des différentes dictatures établies dans la région.

Les archives que les démarches d'Almada permettent de découvrir englobent des extraits de correspondance, des registres de détention jusque-là gardés secrets et des échanges d'information des services paraguayens avec leurs homologues de la région. Le caractère international de ces archives doit être relevé tout autant que la preuve qu'elles apportent de l'implication directe du Département d'État des États-Unis d'Amérique ⁶.

Les Archives de la Terreur démontrent que le Paraguay a rejoint, dès 1974, un système d'échange d'informations et de prisonniers mis en place auparavant par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili et l'Uruguay. Le Pérou et l'Equateur

1. Par exemple : « État de siège » de Costa Gavras tourné au Chili quelques mois avant le coup d'État contre Allende et Galeano, Eduardo, *Las Venas abiertas de América Latina* (1971), Ed. XXI, Buenos Aires, 2004.
2. Offroy, Benjamin, « Le Paraguay, un nid du « Condor » », *La dictature du général Stroessner, la répression et le système Condor*, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 2010/1 (n° 105), pp. 33-44. URL : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-1-page-33.htm>. Date de consultation: 11 juillet 2023.
3. Hecht, Emmanuel, « Alfredo Stroessner, le patriarche autarcique » in Olivier Guez (dir.), *Le Siècle des dictateurs*, Paris, Perrin, 2019, pp. 230-236.
4. La Información (Espagne), Interview de Martín Almada, article mis en ligne le 3 février 2012. Url : https://www.lainformacion.com/mundo/martin-almada-escuchela-palabra-condor-estando-en-su-mismo-vientre_rg3wdydnpuz7qpxq7jqcu2/. Date de consultation: 12 juillet 2023.
5. Almada, Martín, *Paraguay : la cárcel olvidada. El país exiliado*, Ediciones de Solidaridad Latinoamericana (Universidad Libre de Panamá), Ciudad de Panamá, 1978.
6. Callóni, Stella, *Los años del lobo. Operación Cóndor*, Ed. Continente, Buenos Aires, 1999.

rejoindront ce dispositif transnational de renseignements et d'action antisubversive en 1978. Il apparaît que ce réseau, au fonctionnement au départ informel, a organisé dans le plus grand secret la collaboration des différents régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud en place à l'époque dans un but d'élimination physique de leurs oppositions de gauche. Dans la foulée de la Révolution cubaine de 1959, des foyers de guérillas se sont formés dans les années 1960 sur tout le sous-continent. La montée de la subversion va conduire les militaires de la région à prendre le pouvoir et à former des gouvernements *de facto*. Un pacte est alors convenu entre eux pour animer la répression anticommuniste avec le parrainage de Washington.

L'ÉCOLE FRANÇAISE

Ce pacte, baptisé « Condor », organise un échange d'informations entre services secrets chapeauté par la CIA et Interpol, mais aussi un programme structuré de répression mené de commun accord entre les états-majors au pouvoir à l'époque dans la zone concernée⁷. Contrairement à une croyance bien ancrée, et comme le prouve l'implication d'Interpol, l'Opération Condor n'a pas exclusivement impliqué la CIA. L'Europe occidentale ne fut pas en reste. C'est ainsi qu'en 1981, alors que Mitterrand venait d'arriver au pouvoir, la France entend, dans le discours officiel, incarner une sorte de socialisme à la française au sein du bloc occidental. Le premier gouvernement, après la victoire de la gauche aux législatives, compte des ministres communistes. Cela avait beaucoup inquiété les Etats-Unis à

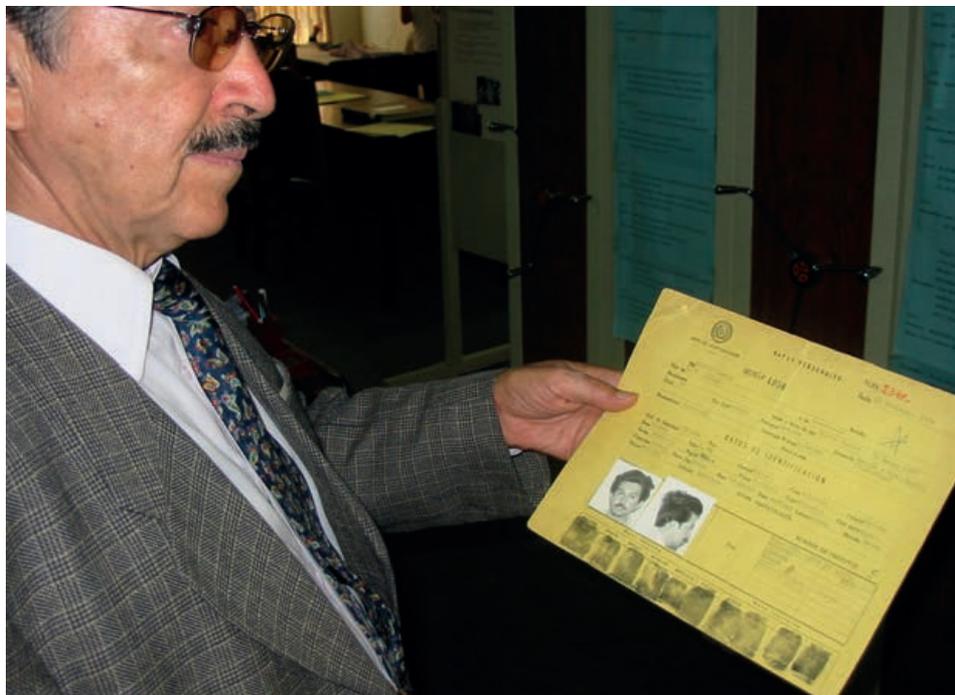


Les Archives de la Terreur

l'époque⁸. Or, il se trouve que quelques mois après son arrivée au pouvoir, la France mitterrandienne accorde un prêt au Paraguay de Stroessner. Un groupe de militants et d'exilés sud-américains s'empresse alors de demander des comptes à Lionel Jospin, alors premier Premier secrétaire du Parti socialiste et, à ce titre, chargé des relations internationales et celui-ci de répondre laconiquement : « raison d'État ! ». De ce point de vue, les cadres mitterrandiens aux Affaires étrangères poursuivaient l'œuvre de Valéry Giscard d'Estaing dans le soutien aux autorités paraguayennes⁹. L'implication de la France dans les opérations de répression de la subversion en Amérique est, d'ailleurs, plus ancienne encore. On se souviendra qu'au début des années 1960, des officiers français vont enseigner les méthodes de la guerre moderne à leurs homologues latino-américains. Ces techniques ont été appliquées lors de la bataille d'Alger (7 janvier-9 octobre 1957).

Cette dernière s'est caractérisée par un ciblage des opérations répressives de manière à cerner les noyaux militants. La répression de masse aveugle est ainsi évitée, ce qui permet de ne pas faire basculer la majorité silencieuse de la population dans le camp des opposants, et ce même si des arrestations de masse sont régulièrement programmées à titre de coups de filet à partir desquels opérer la sélection des éléments subversifs. Pour cela, le renseignement et l'action psychologique (propagande politique et endoctrinement de la population) sont priorisés de manière à identifier le plus précisément possible les foyers de subversion. Une fois ces derniers repérés, ils devront être traités dans un double objectif. Le premier correspond à une mission de renseignement. Il faut sélectionner et exfiltrer les éléments subversifs de façon à en recueillir un maximum de renseignements, par la torture le plus souvent. Enfin, après utilisation à des fins de renseignement, les éléments subversifs sont éliminés. C'est à ce moment qu'interviennent les *escadrons de la mort*.

Afin de garder le secret sur ce type d'opérations de maintien de l'ordre d'un genre, convenons-en, sinistrement singulier, des *vols de la mort* au cours desquels des cibles subversives étaient jetées depuis un hélicoptère en mer ont été programmées. À ce propos, l'imaginaire européen a retenu la mise en œuvre de ce *modus operandi* par la junte argentine. C'est oublier vite que cette pratique a été largement utilisée par les militaires français lors de l'Algérie. Les personnes ayant été exécutées de cette manière, lors de la Guerre d'Indépendance algérienne, étaient désignées familièrement par le sobriquet de *crevettes Bigeard*, du nom du général français qui dirigeait la 10^{ème} Division de parachutistes, chargée des opérations de sécurisation du territoire algérien¹⁰. On notera avec intérêt l'implication du principal concepteur des techniques de contre-



Martin Almada
et sa fiche de police

insurrection, à savoir le général Paul Aussaresses, dans la formation des forces spéciales américaines à l'action contre-insurrectionnelle et à la guerre psychologique au début des années 1960. Un manuel de formation intitulé « *L'armée américaine face à la guérilla* » a, d'ailleurs, été rédigé à l'occasion. Aussaresses prodiguera également son expertise auprès de la junte au pouvoir au Brésil dans les années 1970. A la même époque, les enseignements du général Aussaresses seront également appliqués par les Bérets verts américains dans le cadre de la guerre du Viêt Nam¹¹.

EN AMÉRIQUE LATINE MAIS AUSSI CHEZ NOUS

Comme on vient de le voir, l'action de répression anti-insurrectionnelle de masse a été largement diffusée dans les années 1960 par l'armée française aux quatre coins du monde. Quelle forme a revêtu cette guerre à la subversion politique (de gauche) en Amérique latine?

À partir du milieu des années 1970, les services secrets chiliens, boliviens, uruguayens et argentins ont défini un cadre de coopération internationale destiné à éradiquer physiquement les foyers de contestation dans la région. Des actions de terrain, notamment des assassinats politiques, ont été planifiées de commun accord un peu partout dans la région. L'histoire a surtout retenu l'élimination en 1974 du général chilien Carlos Prats en exil en Argentine. Prats a longtemps été considéré comme un sérieux rival par le général Pinochet, alors au pouvoir à Santiago.

LES TROIS PILIERS DE L'OPÉRATION CONDOR

Un an plus tard, les services de renseignement et de sûreté de l'État de six pays (Uruguay, Paraguay, Chili, Bolivie, Argentine et Brésil), ainsi que ceux, dans une moindre mesure, du Pérou et du Venezuela, ont définitivement mis au point les trois piliers de l'Opération Condor.

Surveillance et échange de renseignements

Il s'agissait, tout d'abord, de mettre en œuvre une coopération renforcée à des fins de surveillance des opposants de gauche. Cet axe de travail comprenait un échange permanent d'informations entre services de la région. Les Archives de la Terreur démontrent que les services de renseignement sous-traitaient parfois les uns pour les autres. C'est ainsi que le militant Jorge Isaac Fuentes Alarcón (1947-1975) et l'avocat membre de la Ligue des Droits de l'Homme argentine Amilcar Latino Santucho (et par ailleurs, frère du guérillero trotskyste Mario Roberto Santucho), le premier de nationalité chilienne et le second, citoyen argentin, ont été arrêtés par les services paraguayens qui ont procédé aux interrogatoires pour le compte des services des dictatures voisines.

7. El País, Un testigo relaciona ante el juez Garzón a la CIA en la Operación Cóndor, édition du 15 avril 1999.

8. Harter, Hélène. « Les Américains et l'élection de François Mitterrand en 1981 » in Matériaux pour l'histoire de notre temps, vol. 101-102, no. 1-2, 2011, pp. 29-31.

9. Magee, Pablo Daniel, *Opération Condor: un homme face à la terreur en Amérique Latine*, Préface de Costa Gavras, Éditions Saint-Simon, Paris, 2020.

10. Robin, Marie-Monique, *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004.

11. Aussaresses, Paul, *Services spéciaux: Algérie 1955-1957. Mon témoignage sur la torture*, Éditions Perrin, Paris, 2001. A la même époque, le général Bigeard a continué à nier l'utilisation de la torture durant la guerre d'Algérie pendant que le président Chirac se disait « horrifié » par les déclarations du général Aussaresses. Aucune enquête ne sera cependant menée mais la République retirera sa Légion d'Honneur à Aussaresses.

Les Archives nous apprennent également que le 25 novembre 1975 à Santiago du Chili se déroule une entrevue secrète à laquelle sont présents les chefs des services de renseignement de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay, de la Bolivie et du Brésil. C'est Manuel Contreras, directeur de la police secrète du général Pinochet, qui les a invités pour leur faire part d'un plan « contre-terroriste » de grande envergure. Ils discutent notamment de la probabilité d'établir un centre de coordination de l'Opération Condor dont le siège se trouverait... à Miami¹².

Ces faits sont établis par les archives de la Sécurité nationale des Etats-Unis déclassifiées en 2000 regroupant plus de 16.000 documents secrets américains consacrés à la dictature de Pinochet au Chili et au rôle actif de Washington dans le renversement violent du gouvernement Allende et l'avènement du régime militaire conduit par Pinochet. Cette documentation regroupe plus de 50 000 pages en provenance du Département d'État, de la CIA, de la Maison Blanche, du Département de la Défense et de la Justice. L'opération de déclassification comprend plus de 700 documents controversés que la Direction des opérations de la CIA avait jusque-là refusé de divulguer. Il s'agit principalement de rapports relatifs à des opérations secrètes américaines visant à déstabiliser le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende et, après le violent coup d'État de 1973, pour renforcer le régime militaire d'Augusto Pinochet. Des opérations de sabotage économique sont également mentionnées, sans que pour autant on puisse attribuer à ces dernières la totalité des malheurs qui ont frappé le Chili sous la présidence d'Allende. La publication finale, initialement prévue pour le 14 septembre 2000, a été retardée de deux mois alors que la Maison Blanche faisait pression sur la CIA pour qu'elle renonce à ces documents. On retrouve également dans cette masse impressionnante de documents des

câbles rédigés par l'ambassadeur américain Edward Korry après l'élection d'Allende, détaillant les conversations avec le président Eduardo Frei sur la manière d'empêcher l'investiture du président élu. Les câbles contiennent des descriptions détaillées et des opinions sur les différentes forces politiques au Chili, y compris l'armée chilienne et le monde des affaires¹³.

Dans le cadre de l'opération ayant conduit à l'arrestation de Fuentes et Santucho, on retrouve la trace de Robert Scherrer (1935-1995) qui a fait office d'intermédiaire entre le FBI, la DINA chilienne, les Argentins et les Paraguayens¹⁴. Scherrer est un agent du FBI en poste en Amérique latine entre 1975 et 1981. Il occupait un poste de coordination visant à faciliter l'échange d'information entre les services américains et ceux des pays concernés par l'Opération Condor¹⁵. Parmi toutes les officines américaines impliquées dans la lutte antisubversive, on retrouve en tout premier lieu le FBI. C'est ainsi que l'agent Dan Mitrione a été mis en cause (et condamné à mort) par les Tupamaros, une organisation révolutionnaire uruguayenne active entre 1967 et 1972. Dans le film « État de siège » de Costa-Gavras (1972), l'agent américain personnifié par Yves Montand constitue une référence à peine voilée à Mitrione. Ce dernier a été enlevé par un commando des Tupamaros. L'exécution de Mitrione a été revendiquée par l'organisation des Tupamaros à une époque où l'Uruguay vivait sous la botte du régime militaire de Jorge Pacheco Areco. Cette précision n'est en rien un plaidoyer pour quelque faction que ce soit. Elle permet tout simplement de poser le contexte dans lequel la violence est apparue comme seul débouché politique pour une partie de la gauche.

En tout état de cause, Mitrione est un vieux routier de la politique de coopération policière entre Washington et l'Amérique latine puisqu'au moment de son décès, cela



L'horreur



Plus jamais ça

faisait près de dix ans qu'il participait à la répression de la subversion en Amérique latine. De 1962 à 1967, Dan Mitrione travaille au Brésil. Deux ans après son arrivée, un coup d'État survient contre le président de centre-gauche démocratiquement élu en 1961, João Goulart. L'implication de la CIA dans ce pronunciamiento, qui va installer les militaires au pouvoir à Brasília à partir de 1964 jusqu'en 1985, est aujourd'hui pleinement confirmée par des sources officielles états-uniennes déclassifiées et disponibles sur Internet.

Ainsi, les États-Unis ont mené une campagne de presse anti-Goulart, aidé financièrement ses opposants et soutenu les putschistes de 1964. Washington a reconnu immédiatement le nouveau gouvernement et s'est joint à la chorale réactionnaire scandant que le coup d'État des « forces démocratiques » avait écarté l'action du communisme international et du KGB au Brésil. Rétrospectivement, il apparaît que la seule main étrangère impliquée à cette époque dans les affaires intérieures du Brésil était bien celle de Washington, à commencer par la CIA et le FBI¹⁶. Le domaine d'expertise de Dan Mitrione est la pratique de la torture sur les prisonniers, comme on le voit dans le film « État de siège » qui était décidément bien en avance sur son temps. Les rapports déclassifiés permettent aujourd'hui de prouver que Richard Nixon, président en fonction à l'époque, était parfaitement au courant de l'existence des escadrons de la mort, notamment en Uruguay¹⁷. L'implication de Dan Mitrione dans la diffusion de la torture à cette époque est d'ailleurs confirmée par des sources latino-américaines pourtant situées à la droite de l'échiquier. Ainsi, le journal argentin Clarín cite : « *La bonne douleur, au bon moment, dans la bonne quantité, pour l'effet désiré.* » L'expression appartient à Dan Mitrione et résume qui était ce maître de la torture et ce qu'il a accompli à la fin des années 1960 en Amérique latine¹⁸.

Au fil du temps, les missions de renseignement constituant la base du dispositif de l'Opération Condor vont s'élargir. Si dans un premier temps n'étaient visés que les mouvements de guérilla émergents dans la foulée de la Révolution cubaine – au demeurant tous liquidés au tournant de la première moitié des années 1970 –, le champ d'action des juntes va très vite s'étendre aux partis politiques d'opposition (partis socialistes, communistes et démocrates-chrétiens), syndicats ou organisations catholiques proches des milieux populaires. De fait, la mise en place de l'Opération Condor a fini, sous couvert de lutte antiterroriste, par déboucher sur une répression de grande envergure du mouvement ouvrier, soit le cœur de tout projet fasciste. On ne dira jamais assez à quel point la lutte anti-communiste a constitué un prétexte dans la mesure où précisément, un grand nombre de cibles n'étaient ni révolutionnaires ni même marxistes.

Un programme de répression standardisé

Un deuxième pilier de l'Opération Condor correspondait à des interventions programmées entre les différents services précités afin de faire disparaître des militants des organisations politiques et syndicales opposées aux juntes militaires. Selon des organisations de droits de l'homme, le bilan sinistre de cette campagne de persécution s'élèverait à 50.000 morts, 35.000 disparus et plus de 400.000 prisonniers (dont la plupart furent torturés) dans des centres de détention clandestins. Ce volet des activités inhérentes à l'Opération Condor ayant déjà été largement traité plus haut, il faut préciser encore que ces missions de répression ne se sont pas limitées au seul territoire de l'Amérique latine. L'Italie, la France et les États-Unis ont constitué une partie du théâtre d'action de l'Opération Condor. C'est le troisième domaine d'activités couvert par l'Opération Condor.

12. McSherry, Joan Patrice, "Operation Condor: Clandestine Inter-American System" in *Social Justice*, Winter 1999, vol 26, pp.144-174.

13. National Security Archives, Operation Condor, 1975-1980, Url: <https://nsarchive.gwu.edu/events/operation-condor-1975-1980?page=1>. Date de consultation: 21 juillet 2023.

14. FBI Records, idem.

15. Dinges, John; Bourdon, William, *Les Années Condor. Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, La Découverte, Paris, 2005.

16. Frank D. McCann, Library of Congress Country Studies - Brazil, Military Regime, 1964-1985, Bibliothèque du Congrès américain, avril 1997. Url: https://tile.loc.gov/storage-services/master/frd/frdcstdy/br/brazilcountrystu00huds_0/brazilcountrystu00huds_0.pdf. Date de consultation: 23 juillet 2023.

17. National Security Archive Electronic Briefing Book No. 71, 20 juin 2002. Url: <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB71/>. Date de consultation: 21 juillet 2023.

18. Clarín, « Dan Mitrione, un maestro de la tortura », 2 septembre 2001. Url: https://www.clarin.com/ediciones-antiores/dan-mitrione-maestro-tortura_0_ryHedXwe0YI.html. Date de consultation: 4 juillet 2023.

Des interventions internationales

Ce dernier recouvre les assassinats politiques qui ont parfois eu pour cadre opérationnel des États occidentaux. Ce fut le cas notamment le 21 septembre 1976 lorsqu'Orlando Letelier, ancien ministre d'Allende et l'un des principaux opposants au dictateur chilien Augusto Pinochet, a été assassiné dans un attentat à la voiture piégée, à Washington DC. Après avoir été arrêté puis torturé au Chili, Letelier, suite à des pressions internationales, va être relâché et s'exilera dans un premier temps au Venezuela. Il finira par travailler pour un think tank de gauche basé aux États-Unis, le célèbre Transnational Institute.

En mai 1978, le National Foreign Assessment Center de la CIA a publié une analyse complète des réponses du régime de Pinochet à son identification comme responsable de l'acte de terrorisme ayant coûté la vie à Letelier et sa collègue Ronni Moffitt sur le sol américain. Cette évaluation de huit pages, classée Secret/Sensible, traitait de l'impact au sein du régime si « la preuve de la complicité de Pinochet dans le meurtre de Letelier » venait à être révélée. À l'époque, le FBI avait identifié la police secrète de Pinochet, la DINA, comme responsable du crime. Ces documents ont été déclassifiés en mars 2000 et sont disponibles sur le site des Archives de la Sécurité nationale¹⁹. L'implication directe de la CIA dans cet attentat reste sujette à débat. Plusieurs faits troublants doivent conduire à interroger la possibilité d'une implication d'officines de renseignement US dans l'assassinat de Letelier. Tout d'abord, un des agents planificateurs de l'attentat est un Américain, Michael Townley, qui travaillait pour les services chiliens (DINA). Townley a été extradé aux États-Unis en 1978 pour y être jugé pour l'assassinat de Letelier. Townley et toute sa famille, y compris ses parents, bénéficieront d'un programme de protection des témoins en 1979²⁰. Ensuite, l'implication de Cubains anticastristes dans l'attentat constitue un élément troublant dans la mesure où ces agents sous-traitants auraient été sélectionnés par Luis Posada Carriles, un des leaders de l'opposition anticastriste la plus dure à Miami et agent de la CIA de 1961 à 1976²¹.

Le nom de Posada apparaîtra encore plus tard dans les réseaux de la CIA au moment de l'organisation de l'opposition des *contras* au gouvernement sandiniste au Nicaragua et de la répression au Salvador de la guérilla du FMLN²². On mentionnera également qu'au Chili, Townley a affirmé qu'il était un agent de la CIA, mais la CIA a infirmé. Il apparaît que durant son séjour au Chili après le coup d'État, Townley était un informateur de l'ambassade des États-Unis et un militant de *Patria y Libertad*²³, l'organisation paramilitaire chilienne d'extrême-droite financée par la CIA²⁴.

Michael Townley a également été condamné par contumace en Italie pour sa participation à une tentative d'assassinat sur le territoire de la Péninsule en 1975. Cette fois, c'était un démocrate-chrétien qui était visé, en l'occurrence le Chilien Bernardo Leighton qui avait été plusieurs fois ministre de 1937 à 1968. Le lundi 6 octobre 1975 à 20h20, un commando de néo-fascistes italiens a tiré sur Leighton et sa femme sur le pas de la porte de l'immeuble où ils vivaient à Rome. Le lendemain, Leighton dû subir une opération au cerveau mais ses fonctions cérébrales restèrent irréversiblement compromises. De ce fait, il lui fut impossible de réunir la diaspora politique modérée contre la dictature et poser les bases d'un pôle de centre-gauche en opposition à la dictature. Sa femme, pour sa part, est restée paraplégique pour le reste de sa vie. En 1978, la dictature militaire autorisa Leighton et son épouse à rentrer au pays. Il s'est alors retiré de la vie publique. Il est décédé en 1995. Selon des documents déclassifiés de la CIA, la programmation de l'opération était le fait de Michael Townley et d'un Cubain en exil, Virgilio Paz Romero (un compagnon de Luis Posada). Pour l'occasion, ils ont été aidés par des groupes néofascistes italiens.

On vérifie donc que l'Opération Condor a dépassé le cadre de l'Amérique latine *stricto sensu* et correspondait bien, dès ses origines, à une internationale de la répression des mouvements de gauche radicale qui, à l'époque, avaient le vent en poupe en Amérique du Sud.

Xavier DUPRET,
économiste à l'Association culturelle
Joseph Jacquemotte.

19. The National Security Archive, CIA Intelligence Report Tied Pinochet to Letelier Assassination, 23 mars 2000. Url: <https://nsarchive2.gwu.edu/news/letelier/index.html>. Date de consultation: 27 juillet 2023.

20. The Washington Post, John Dinges and Kenneth Bredemeier, The Assassin, 22 janvier 1979, Url: <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1979/01/22/the-assassin/4d64c085-979b-467e-bdff-5aa2a2603c30/>. Date de consultation: 27 juillet 2023.

21. National Security Archive, Luis Posada Carriles, The declassified record CIA and FBI Documents (Detail Career in International Terrorism Connection to U.S. National Security), Archive Electronic Briefing Book n° 153, 10 mai 2005. Url: <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB153/index.htm>. Date de consultation: 25 juillet 2023.

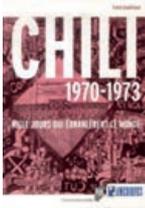
22. Bardach, Ann Louise, Cuba Confidential: Love and Vengeance in Miami and Havana. Random House, New York, 2002, pp. 191-195.

23. Dinges, John, Landau, Saul, Assassination on Embassy Row, Pantheon Books, New York, 1980.

24. "Covert Action in Chile 1963-1973, Staff Report of the Select Committee To Study Governmental Operations With Respect to Intelligence Activities, United States Senate, 18 décembre 1975. U.S. Government Printing Office, Washington, 1975, p.24.

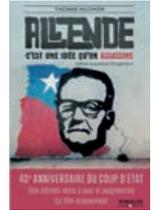


PISTES POUR APPROFONDIR



UN LIVRE ISSU D'UNE THÈSE DE DOCTORAT qui analyse les trois années de la présidence d'Allende sous l'angle des mouvements sociaux : Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973: Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

UN LIVRE DOCUMENTAIRE DU JOURNALISTE Thomas Huchon, *Allende, c'est une idée qu'on assassine*, Éditions Eyrolles, 2013.



TROIS ROMANS DE LITTÉRATURE CHILIENNE (ANNÉE D'ÉDITION EN FRANÇAIS):



- Une saga familiale écrite par la nièce de Salvador Allende et inspirée de ses souvenirs d'enfance : Isabel Allende, *La maison aux esprits*, Le livre de poche, 1984.

- La découverte du militantisme par un écrivain chilien qui l'amènera à la prison et à l'exil jusqu'au bonheur tardif du retour : Luis Sepulveda, *Le neveu d'Amérique*, Seuil/Points, 1988.



- Un hommage au poète Pablo Neruda disparu le 23 septembre 1973, douze jours seulement après le coup d'État fatal à Salvador Allende : Antonio Skarmeta, *Une ardente patience*, Seuil/Points, 1985.



QUATRE LIVRES D'AUTEURS BELGES SUR LE CHILI DE 1973:



- Une course-poursuite haletante dans le Chili qui vient de tomber aux mains de la dictature de Pinochet : Michel Claise, *Cobre (cuivre)*, Éditions Luce Wilquin, 2019.

- Une plongée en apnée dans les pires heures du « Golpe » (coup d'État du 11/09/1973) : Patricia Fontaine, *Pile et Face*, Academia, 2018.



- Un exilé chilien, malade des tortures endurées, se retrouve seul dans une Belgique où il devra réapprendre à vivre : Pierre Mertens, *Terre d'asile*, Grasset, 1978.

- Un témoignage poignant des geôles de la dictature : Sergio Rojas Fernandez, *Mémoires de la Peur*, À compte d'auteur, 2020



DEUX RECUEILS du poète chilien Pablo Neruda, prix Nobel de la littérature en 1971 et ami de Salvador Allende : son chef-d'œuvre *Chant général*, Gallimard, 1977 (1950 en espagnol) et ses mémoires *J'avoue que j'ai vécu*, Folio, 1975 (1974 en espagnol).

UN ROMAN GRAPHIQUE qui dessine l'histoire du Chili à travers l'intimité : Désirée et Alain Frappier, *Là où se termine la terre. Chili 1948-1970*, Steinkis, 2017, suivi par *Le temps des humbles. Chili 1970-1973*, Steinkis, 2020.



PISTES POUR APPROFONDIR

UN ALBUM JEUNESSE qui décrypte une dictature militaire à travers les yeux d'un enfant qui cherche à comprendre les événements dont il est témoin : Antonio Skarmeta et Alfonso Ruano, *La rédaction*, Syros Jeunesse, 2007.



UN RÉCIT DOCUMENTAIRE JEUNESSE qui présente la vie et l'œuvre de l'auteur-compositeur chilien résistant Victor Jara : Bruno Doucey, *Victor Jara : « Non à la dictature »*, Actes Sud junior, 2015.

UN DOSSIER DE REVUE qui retrace les origines du coup d'État de 1973 : Revue L'Histoire, « Chili, 1973, anatomie d'un Coup d'État », n°391, septembre 2013, pp.37-62.



UN DOSSIER DOCUMENTAIRE en ligne de la bibliothèque de Sciences Po Paris sur la période du coup d'État militaire à la fin de la dictature (1973-1988), dont une chronologie : <https://www.sciencespo.fr/bibliotheque/fr/rechercher/dossiers-documentaires/chili-1973-1988.html>.

UN DOSSIER D'ANALYSES en ligne sur l'actualité sociopolitique chilienne par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) : <https://www.cadtm.org/Chili>.



DEUX CAPSULES VIDÉOS d'« Histoires oubliées » n°9 et 10 produites par l'IRW-CGSP : www.irwcgsp.be/histoires-oubliees/.

UN DOCUMENTAIRE VIDÉO « *Le Chili, un nouveau Cuba ?* » du 23 octobre 1970 produit par l'Office national de radiodiffusion télévision française (ORTF) sur l'accession d'Allende à la présidence : <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/caf93022228/le-chili-un-nouveau-cuba>.



UN PODCAST « *Chili, l'autre 11 septembre* » en 4 épisodes par l'émission *Sur les docks* de France Culture en 2013 : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sur-les-docks-14-15/chili-l-autre-11-septembre-1-4-la-revolution-allende-6638084>. Titres des épisodes : « La révolution Allende » ; « Les braises de l'espoir » ; « Le flambeau de l'utopie » ; « Canto libre ».



LES CAHIERS DE L'IRW

Publication apériodique de l'IRW-CGSP
Siège : Rue de Namur 47, 5000 Namur (Beez)

Éditeur responsable :

Patrick LEBRUN, Secrétaire général

Direction :

Laurent PIRNAY, Secrétaire général adjoint

Coordination :

Vaïa DEMERTZIS, chargée d'analyses à l'IRW-CGSP
Pierre VERMEIRE, secrétaire de rédaction du journal Tribune de l'IRW-CGSP

Ont participé à ces Cahiers CHILI 1970-1973 :

Vaïa DEMERTZIS, Xavier DUPRET, Thomas FRANCK, Eduardo FUENTES PAREDES,
Franck GAUDICHAUD, Jean-Paul MAHOUX, Laurent PIRNAY, Herminia RODRIGUEZ,
Carmen SIMON, Elsa SIMON, Gaston SIMON, Pierre VERMEIRE.

Graphisme, couverture et mise en page :

Miguel BRICHARD

Conception :

UNIVERS PRINT
Rue de Mettet 121, 5620 Florennes

Ces Cahiers CHILI 1971-1973 sont édités à l'occasion de la commémoration de l'expérience du gouvernement de Salvador Allende au Chili, 50 ans après le coup d'État du 11 septembre 1973.

La diffusion de ces Cahiers est entièrement gratuite.
Toute reproduction ne peut cependant se faire sans en citer la provenance.

Achévé d'imprimer en septembre 2023.

IRW-CGSP
Les Cahiers de l'IRW

CHILI 1970-1973 CAHIER II